



Installations classées pour la Protection de l'Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 5757/2026/06

**Abrogeant les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°02/IC/342 en date du 16 juillet 2002 et n° 06/IC/30 en date du 31 janvier 2006
et encadrant les activités de la société LABORATOIRE RENAUDIN
sur la commune d'ITXASSOU**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son livre V, titre 1^{er} ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 05 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le décret du 06 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER Préfet des Pyrénées-Atlantiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

VU le récépissé de déclaration n° 91/IC/207 délivré le 7 mai 1991 concernant : la fabrication et division en vue de la préparation de médicaments à usage humain, l'exploitation d'un atelier de charge d'accumulateur (puissance installée 12kW) et le stockage des matières premières (volume des entrepôts 10 750 m³) ;

VU le récépissé de déclaration n° 93/IC/244 délivré le 12 octobre 1993 concernant un dépôt de gaz combustible liquéfié en réservoir dont la capacité nominale est de 23,780 m³ ;

VU le récépissé de déclaration n° 96/IC/154 délivré le 26 juillet 1996 concernant le stockage de matières, produits ou substances combustibles pour un volume global de 11 408 m³ ;

VU le récépissé de déclaration n° 02/IC/342 délivré le 16 juillet 2002 mai 1991 concernant les installations suivantes : la fabrication et division en vue de la préparation de médicaments à usage humain (rubrique 2685), atelier de charge d'accumulateur (puissance installée 2 x 80 kW – rubrique 2925) entrepôts de stockage des matières combustibles (volume des entrepôts 10 750 + 11 400 m³), installations de

combustion (puissance 8 500 + 744 kW – rubrique 2910), dépôt de gaz combustible liquéfié en réservoir extérieur (propane 25 tonnes – rubrique 1412) ;

VU l'arrêté préfectoral n°02/IC/497 du 18 octobre 2002 fixant des prescriptions complémentaires à la société Laboratoire RENAUDIN à Itxassou pour la prévention de la pollution de l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral n°06/IC/30 du 31 janvier 2006 fixant des prescriptions complémentaires au Laboratoire RENAUDIN à Itxassou ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910k ;

VU le porter à connaissance en date du 23 décembre 2025 de la société Laboratoire RENAUDIN, relatif aux modifications des installations, au titre des articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement, demandant :

1. l'abrogation des prescriptions des arrêtés préfectoraux n°02/IC/342 en date du 16 juillet 2002 et n°06/IC/30 en date du 31 janvier 2006,
2. le bénéfice des droits acquis en application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement.

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 janvier 2026 ;

VU le rapport et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 20 janvier 2026 ;

VU les observations formulées par l'exploitant dans son courrier en date du 27 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que les conditions initiales ayant conduit à la délivrance des arrêtés préfectoraux susvisés ont fortement évolué, l'établissement relevant désormais du régime de l'enregistrement, et que de ce fait les prescriptions qui encadrent les activités de son établissement de production de préparation pharmaceutiques peuvent être abrogées ;

CONSIDÉRANT que la demande justifie du respect des arrêtés ministériels de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence d'enjeu environnemental insuffisamment prévenu, une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas nécessaire, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRÊTE

Article Premier: Objet

L'entreprise Laboratoire RENAUDIN, dont le siège social est situé ZA ERROBI, 64 250 Itxassou, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son établissement de fabrication de préparations pharmaceutiques sur le territoire de la commune d'Itxassou.

Article 2 : Prescriptions antérieures

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°02/IC/497 du 18 octobre 2002 et l'arrêté préfectoral n°06/IC/30 du 31 janvier 2006 susvisés sont abrogées.

Article 3 : Nature de l'installation

Rubrique	Installation ou activité classée	Caractéristique	Régime
1510.2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ .	Volume total des bâtiments de stockage et de la zone d'activité égal à 144 610 m³ 996 tonnes de matières combustibles (produits finis/semi finis, cartons, palettes)	E
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009(fabrication, emploi, stockage) : Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	La charge de fluide totale visée l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 = 398 kg	DC

Rubrique	Installation ou activité classée	Caractéristique	Régime
2910.A2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes :</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	3 chaudières pour une puissance thermique totale de 6,36 MW	DC
2921-1b	<p>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW.</p>	Une tour aéroréfrigérante, non fermée de 2700 kW	DC
4725-2	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)</p>	Cuve d'oxygène de 3,5 tonnes	D
2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques :</p> <p>Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW.</p>	28 chargeurs avec une puissance de courant continu total de 22,13 kW	NC

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé)

Article 4 : Implantation de l'installation

Le site, d'une superficie d'environ 50 076 m², est implanté sur les parcelles cadastrées n°A 2400 d'une superficie de 49 956 m² et A 2268 pour une superficie de 120 m² de la section AY sur la commune d'Ixassou.

Les installations sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement. Ce plan est mis régulièrement à jour, notamment après chaque modification substantielle, daté et tenu en permanence à la disposition des installations classées.

Article 5 : Mise à l'arrêté définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état pour un usage industriel.

Article 6 : Réglementation et prescriptions générales applicables

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;
- Arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 1185
- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Article 7 : Frais

Les frais inhérents à l'application de présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Pau :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 9 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie d'Ixassou et pourra y être consultée.
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie d'Ixassou pendant une durée minimum de 1 mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Ixassou.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 10 : Notification et exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire de d'Ixassou, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement, placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, la société Laboratoire RENAUDIN.

Pau le, **09 FEV. 2026**

Le Préfet

Pour le Préfet par délégation
La secrétaire générale adjointe

Joëlle GRAS

ANNEXE
Plan d'ensemble



Figure 1 : Vue aérienne du site et de ses accès [source : Géoportail]